



**Résumé :** *En ce début de troisième millénaire, les NTIC ont réduit notre planète à l'échelle d'un « village global » selon l'expression de Marshall McLuhan. Les changements potentiels charriés par cette nouvelle technologie sont si profonds qu'ils posent des questions fondamentales sur : l'organisation de nos sociétés, le devenir de l'homme, du citoyen et de l'apprenant. Il est donc important d'esquisser une analyse en évitant le travers de l'apologie béate et de l'hostilité frileuse.*

**Mots-clés :** *NTIC - Mondialisation - Identité - Éducation - Interculturalité.*

**Abstract:** *On the eve of this third millennium, TIC has shrunk our planet to a global village. The changes induced by this new technology are so important that they rise a fundamental questioning about the organization of our societies, the becoming of human mankind, citizens, and trainees. A balanced analysis must be drawn, avoiding a fierce hostility or a complacent apology.*

**Keywords:** *TIC - Globalization - Identity - Education - Intercultural exchange.*

**المخلص:** في هذه البداية من الألفية الثالثة، لقد قلصت التقنيات الحديثة للإعلام و الاتصال، العالم الذي نعيش فيه و حوله إلى قرية موسعة ". إن التغيرات المنجزة عن هذه التكنولوجيا الجديدة هي من العمق إلى الحد الذي يفرض علينا تساؤلات جوهرية حول: تنظيم مجتمعاتنا ، مصير الإنسان و المواطن و المتعلم. ولذا يقع علينا أن نحاول إنجاز تحليل نتجنب فيه الخطاب المتعصب و المتطرف.

**الكلمات المفتاحية:** التقنيات الحديثة للإعلام و الاتصال – الهوية – العولمة – التربية – التبادل الثقافي.

## Introduction

La révolution de l'information et de la communication promet d'être au XXI<sup>ème</sup> siècle ce que la révolution industrielle fut au XIX<sup>ème</sup>. Ce phénomène nouveau qui nous propulse aux portes du cybermonde, dans une ère nouvelle, dont les projets d'autoroutes de l'information, Internet, le multimédia, la télévision numérique ou la réalité virtuelle, sont les nouveaux outils d'une communication et d'une information à l'échelle planétaire. Les changements potentiels charriés par cette nouvelle ère sont si profonds, qu'ils posent des questions fondamentales sur l'organisation de nos sociétés, le devenir de l'homme et du citoyen. Il est donc important d'esquisser une analyse, en évitant le travers de l'apologie béate et de l'hostilité frileuse.

## I - L'hégémonie Anglo-Saxonne

### A - Aux ordres du Nord, l'ordre de l'information et de la communication

D'où provient, massivement, l'information? Qui la produit, la diffuse? Les flux Nord-Sud n'écrasent-ils pas les cultures « sous-développées », balayant les identités locales ou nationales au profit d'une prise de contrôle du signe par une poignée de puissances disposant des techniques et des moyens financiers<sup>2</sup>? Le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, est d'essence anglo-saxonne. Le fossé Nord-Sud dans les domaines de l'information et de la communication est aujourd'hui d'une béance grandissante.

Car, plus encore que le débat sur le retard technologique, se pose la question de l'hégémonie culturelle du Nord sur le Sud, de cette « *imposition culturelle qui paraît d'ailleurs un préalable à l'envahissement et à l'élargissement des marchés* »<sup>3</sup>. Par « culturel », il ne faut bien sûr pas entendre le secteur médiatique *stricto sensu*, mais considérer l'ensemble des messages, des flux, des modes d'organisation de la société, et donc de production et de consommation qui modèlent, sculptent groupes et individus.

La mondialisation de l'information se manifeste aussi sur le plan culturel par une certaine homogénéisation des modes de consommation, ce que les sociologues appellent parfois par dérision la « Macdonalisation »<sup>4</sup> du monde. La jeunesse voit les mêmes films, danse sur les mêmes rythmes, au moins dans la partie occidentalisée du monde. Des canons communs tendent à devenir une norme, où certains dénoncent une « américanisation » des sociétés contemporaines, qui serait caractérisée par exemple par la consommation de films d'Hollywood, l'adoption d'une sous-culture anglo-saxonne et une pratique instrumentale de la langue anglaise.

D'autres sociologues/anthropologues<sup>5</sup> montrent d'une manière plus subtile que les tentatives d'homogénéisation s'accompagnent parallèlement d'éléments de différenciation et de revendications identitaires (ethniques, religieuses, régionales, linguistiques...) qui méritent d'être relevées. Chaque culture, chaque groupe conserve son quant-à-soi et défend son identité, sa culture en recontextualisant les biens et les produits culturels importés pour le meilleur ou pour le pire.

En 1969, le politologue Zbigniew Brzezinski, futur conseiller en matière de sécurité nationale du président des États-Unis, Jimmy Carter, publie *Between Two Ages*, sous-titré *America's Role in the Technetronic Era*, traduit dès 1971 en français sous le titre de *La Révolution technétronique*. Vingt ans après la sortie de son livre sur la société technétronique, M. Z. Brzezinski persiste et signe:

« La base de la puissance américaine est, pour une très grande part, sa domination du marché mondial des communications (...). Cela crée une culture de masse qui a une force d'imitation politique »<sup>6</sup>.

Les années 80, marquant la fin de la confrontation Est - Ouest et de la bipolarité du monde, le langage de la globalisation/mondialisation s'appliquait en premier lieu au marché. L'inventeur du « marché global » est le professeur Theodor Levitt, directeur de la Harvard Business Review<sup>7</sup>, dont les idées furent reprises par les grandes entreprises pour légitimer leurs stratégies d'expansion :

« Les scientifiques et les technologues ont réalisé ce que depuis longtemps les militaires et les hommes d'Etat ont tenté d'établir sans y arriver: l'empire global (...). Marché de capitaux, information et communications, produits de services, management et techniques de fabrications sont devenus globaux par nature (...). C'est le global marketplace». <sup>8</sup>

Moins visible que cette globalisation, la revanche des cultures singulières a aussi marqué les années 90. Les tensions entre la pluralité culturelle et les forces uniformisantes de l'universalisme marchand ont révélé la complexité des réactions à l'émergence d'un marché à l'échelle mondiale. De nouvelles questions ont surgi sur la manière dont se négocie concrètement, sur le terrain, le rapport entre le singulier et l'universel: comment les innombrables branchements sur des réseaux qui constituent la trame de la mondialisation acquièrent-ils un sens pour chaque communauté? Comment celle-ci résiste-t-elle ou s'adapte-t-elle? Les termes mêmes d'hybridation, de créolisation, de métissage désignent des réalités que les notions d'américanisation et d'imitation avaient empêché de conceptualiser. Après deux décennies marquées par une vision déterministe des médias, revient « *le temps de l'anthropologie, du retour à la complexité des cultures et des sociétés sur lesquelles les messages agissent* ». <sup>9</sup>

## B- L'écrasante suprématie technologique des USA

L'UNESCO l'écrit dans son *Rapport sur la communication dans le monde* :

« Le facteur qui, plus que tout autre, a modifié la base économique des mass media a été la jonction des entreprises de mass media avec d'autres secteurs de l'industrie de l'information, par le biais d'un processus de rationalisation et de concentration dans lequel les grandes firmes, les conglomérats et les multinationales ont été très largement engagés ». <sup>10</sup>

Au sein de cet appareil moderne figurent les médias eux-mêmes, c'est-à-dire l'industrie du contenu de l'information, l'industrie des services (qui traite et diffuse l'information), et l'industrie des équipements - tous secteurs de plus en plus intégrés au sein d'une économie de l'information qui devient de plus en plus une économie mondiale.

Que recouvre ce jargon technocratique ? Parle-t-on d'une économie mondiale? Ou d'une économie géographiquement très concentrée dominant le reste de la planète? Les Etats-Unis, la CEE et le Japon (L'empire triadique) représentent environ 80 % du produit intérieur brut mondial, et leur part dans la production de biens et de services d'information avoisine 90 %. Les données portant sur les chiffres d'affaires ne résument pas la complexité des problèmes, ni ne permettent de définir avec précision aires et degrés d'influence. Elles n'en sont pas moins écrasantes.

Sur les quelque 300 premières firmes de l'information et de la communication, 144 sont américaines, 80 ouest-européennes, 49 japonaises. Sur les 75 premières firmes de médias, 39 sont américaines, 25 ouest-européennes, 8 japonaises. Dans le secteur des services (informatique, télécommunications), sur les 88 premières firmes, 39 sont américaines, 19 ouest-européennes, 7 japonaises. En ce qui concerne les équipements, sur les 158 premières firmes, 75 sont américaines, 36 Ouest-européennes, 33 japonaises.

Le «reste» se situe, dans sa quasi-totalité, dans le Nord (Australie, Canada, etc.)<sup>11</sup>. En 1986, l'économie de l'information et de la communication avait un chiffre d'affaires mondial de 1185 milliards de dollars: 515 milliards pour les États-Unis, 267 pour la CEE, 253 pour le Japon, 150... pour le reste. L'intégration, dans ces chiffres, des données concernant les entreprises de publicité (vecteur fondamental d'information) ne ferait que renforcer cette tendance. À ce degré de concentration de puissance, il est aisé de comprendre pourquoi il est devenu futile, pour ne pas dire grotesque, de s'interroger sur l'équilibre Nord-Sud. La seule incertitude porte sur l'issue des combats acharnés opposant une poignée de groupes multimédias occidentaux.

Nous sommes ainsi entrés dans une ère auprès de laquelle les colonisations et les néocolonialismes classiques font figure de doux épisodes. Il s'agit bien, comme l'écrit Serge Latouche,

« d'une occidentalisation comme déracinement planétaire qui, au nom du développement, aboutit à l'indigence, à la déréliction et, de surcroît, prive de toute existence, fût-elle potentielle, ce qu'il est encore convenu d'appeler les États-nations. Evolution poussée jusqu'à la caricature dans la majorité des pays des tiers-mondes ».<sup>12</sup>

Citant le rapport de Riccardo Petrella, chercheur à l'université de Louvain, Jacques Delcourt écrit :

« Dans les huit à dix grands secteurs industriels de l'économie développée, en l'an 2000 déjà, il n'y aura plus que sept ou huit grands réseaux d'entreprises multinationales qui domineront 65 à 70 % du marché mondial ».<sup>13</sup>

Etant donné la place qu'occupent déjà dans les économies riches les secteurs de l'information et de la communication, il est clair que ces quelques firmes joueront, hors États-nations, un rôle écrasant.

### **C - L'éducation, proie des multinationales**

Sur le Sud ? À l'évidence. Mais pas seulement:

« Dès ce jour, technologies et infrastructures nouvelles transforment radicalement tout ou partie des activités éducationnelles. Des multinationales comme Sony, Philips et Siemens par exemple sont en train de préparer l'invasion du secteur de l'éducation et de la formation en leur fournissant un nombre croissant d'outils pédagogiques et de supports médiatiques (...). Dans nos sociétés, il n'est pas difficile d'imaginer le moment où la constitution de programmes, leur traduction pédagogique, leurs explications pratiques pourront échapper aux pouvoirs organisateurs traditionnels, aux responsables de l'enseignement, voire aux enseignants, et ce au profit d'un petit nombre de multinationales et de pouvoirs transnationaux privés de plus en plus puissants. Vient encore renforcer cette extraordinaire concentration de savoir et de capacité d'action la fantastique collecte d'informations par les satellites qui, dans tous les secteurs, érodent les pouvoirs des gouvernements, évolution que les dirigeants nationaux sont incapables d'arrêter ».<sup>14</sup>

Dans le domaine de l'éducation en général, de l'enseignement en particulier (élaboration de manuels scolaires, par exemple), le problème de l'équilibre de l'information Nord-Sud, ou Sud-Nord, se vide de sens s'il est détaché d'une vision politique globale, non seulement planétaire mais aussi pluridimensionnelle,

défendue par les alter-mondialistes. Le vocable est nouveau : délaissant celui d'anti-mondialistes, et montrant par là-même qu'il faut composer avec cette réalité qu'est la globalisation/mondialisation et son inéluctabilité. Il est vrai que l'absence de présentation, et de représentation des cultures, des histoires, des grands phénomènes de société du tiers-monde, minore l'importance de cette humanité -Naguère, affublée du terme de fardeau de l'homme blanc -, de même que la polarisation de l'information sur les poussées de violence (naturelles ou non) suscitent les jugements les plus primitifs, de la part de cet empire triadique. On en conclura que le tiers-monde est absent des mentalités et des préoccupations et, par cette manipulation en douceur, se renforcera - « l'autre » étant nié - la conviction qu'il n'est qu'un seul modèle qui vaille, celui de l'Occident.

#### D- Les modes de vie et les cultures menacées

Mais ces interrogations, aussi importantes soient-elles, restent secondaires par rapport à la question centrale: quels bouleversements les actions du couple marché-informatique produiront-elles sur les comportements humains? Or ce sont nos rapports ancestraux avec le temps et l'espace qui sont menacés. Durant l'ère où primait l'énergie, les temps locaux épousaient le rythme des saisons et des jours, ainsi que les modes de vie des cultures. Multimédia et inforoutes ouvriront l'ère de l'instantané permanent. Comme l'a écrit Paul Virilio, nous entrons « *dans un temps unique, le « live », avec tous les risques de confusion et de chaos que cela suppose* »<sup>15</sup>. Le « temps mondial » d'images télécopiées, réelles et bientôt virtuelles, ainsi que la place prise par les slogans les plus réducteurs, tuent ce qui constitue l'essentiel pour toute connaissance: le temps de la réflexion et le partage de cette dernière avec le plus grand nombre.

Quant à l'espace et au territoire, ils tendent à être escamotés: la mondialisation opérée par le multimédia et les inforoutes efface nos repères spatiaux. L'espace public vécu, celui de la rue, de la ville ou de la campagne disparaît. Or le territoire est le lieu privilégié de la construction sociale, le lien majeur d'articulation entre le social et l'économique; c'est là aussi où se constate l'altérité et s'opère la confrontation avec les autres. De fait, il n'existe pas de politique qui ne s'inscrive sur un territoire.

On pourrait opposer à ces menaces l'interactivité du multimédia. L'ambiguïté du mot est extrême. Il traduit le plus souvent la seule interactivité du sujet avec son écran; au mieux avec les données placées d'autorité au bout de la chaîne ou encore, dans le cadre de réseaux comme Internet, l'interactivité avec ses seuls « pairs », spécialistes ou experts. Mais l'interactivité relationnelle, citoyenne et dialectique, capable de favoriser le lien social, où se situe-t-elle dans la plupart des projets connus? Un des dangers majeurs est la fabrication d'un individualisme extrême où la pensée ne peut plus se confronter à l'autre. Finalement, l'individu serait abandonné au redoutable tête-à-tête avec lui-même.

Or c'est au niveau des activités relationnelles et citoyennes que l'on pourrait attendre une transformation des comportements, susceptibles d'accélérer l'accomplissement de soi. « *L'approche socioculturelle des autoroutes de l'information* »<sup>16</sup> qui privilégie l'interdépendance complexe entre la technique, l'économique, le social et le culturel est indispensable.

Si l'on veut répondre positivement à la question de John Von Neumann, le père de l'ordinateur digital: « *Pourrons-nous survivre à la technologie?* », il faut privilégier l'organisation de comités d'info-éthique pour humaniser, dépasser le caractère normalisateur et homogénéisant des médias et ouvrir une ère nouvelle, riche de la singularité des groupes et des individus, développant au maximum la coopération et l'intelligence collective. Une telle maîtrise ouvrirait le chemin d'une « écologie » de l'information.

Il serait donc mal venu de diminuer l'apport positif de ces nouveaux moyens de communication, de les diaboliser car issus de la technologie occidentale. Il faut au contraire les adapter aux besoins intrinsèques de chaque société.

*« Traditional societies should move forward at their own pace, which is not our pace. They should not go for abrupt change but for a slow, considered evolution so that they can take the best, not the worst, of our western civilization has to offer. »<sup>17</sup>*

Et, là aussi, les enjeux sont importants puisqu'il s'agit d'en faire des vecteurs de renouveau du savoir et de la vie démocratique et citoyenne.

*« Education will be failing in its task, if it did not produce citizens rooted in their own cultures and yet open to other cultures and committed to the progress of society. »<sup>18</sup>*

Et non pas, comme on peut le craindre, des instruments au service des principales firmes mondiales se livrent à de grandes manœuvres technologico-économiques et idéologiques, afin de mieux resserrer à travers ce « net », cette toile, leur emprise sur les contenus culturels, nous transformant en de simples consommateurs de produits culturels importés. Ce modèle de « prêt à penser » serait préjudiciable aux identités culturelles des nations et des états du Sud particulièrement, minés par le sous-développement économique, les autoritarismes et l'incurie politique.

## II- Multimédia, Education et Enseignement

Introduire à l'école les nouvelles technologies de l'information relève de l'ambition de démocratiser le savoir. Nombre de pédagogues et de professeurs y voient l'occasion de rénover une institution en crise, et d'élargir l'horizon des élèves. Il serait bon également de rappeler, que dans le secteur de l'éducation nationale, et de l'enseignement, ces technologies ne feront disparaître ni livres, ni porte-plume, crayons, stylos et papier, pas plus que la dimension humaine de l'enseignant. Que le « retard » des pays du Sud ne se mesure uniquement en termes de nombre d'ordinateurs et de connexions à Internet par individu ou par salle de classe, et ne doit pas céder pas à la fuite en avant techniciste.

L'ennui est au cœur de la crise de l'enseignement. Ennui des élèves face au professeur, ennui du professeur face aux élèves... A quoi pourrait bien servir un ordinateur dans une classe qui se délite pour des raisons aussi bien endogènes qu'exogènes ? Pourtant, les spécialistes voient dans l'introduction à l'école des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les NTIC (multimédia, réseaux, etc.), l'occasion de secouer la torpeur ambiante et de redonner un sens à l'éducation, voire de déclencher une grande mutation.

Les nouvelles technologies sont-elles décisives pour l'avenir de l'école, donc pour celui de nos enfants ?

« *Aucun élève normalement constitué n'est voué à l'échec scolaire !* » En ces temps de « problèmes des jeunes », de « problèmes de mal vie » et de chômage, est-ce une profession de foi idéaliste ? Non. Les propos de Rachel Cohen<sup>19</sup> sont on ne peut plus scientifiques. Car ce docteur d'Etat en sciences de l'éducation étudie de près la manière dont les enfants apprennent. Et elle nourrit une certitude depuis plus de quinze ans : « *Les NTIC contribuent à l'épanouissement personnel et à la réussite sociale des enfants.* »<sup>20</sup> La réussite, soit ! Dans une société largement informatisée, la maîtrise des NTIC est un avantage de taille, surtout pour trouver un emploi.

Mais pour l'épanouissement personnel ? Les psychologues de l'enfance ont montré que plus le milieu humain et matériel de l'enfant est stimulant, plus son intelligence, sa créativité seront mobilisées. En revanche, « *si l'on ne parle pas à un nouveau-né, il aura du mal à assimiler le langage* », rappelle Rachel Cohen. Or, le multimédia ouvre la porte d'un univers riche, où foisonnent les couleurs, les sons, les images. Employé à bon escient, il peut fournir de nouveaux outils à la pédagogie...

André Tricot, maître de conférences en psychologie cognitive à l'Institut universitaire de formation des maîtres de Bretagne, distingue trois sortes d'apprentissage : l'apprentissage par l'instruction (situation où l'élève écoute et tente de comprendre) ; l'apprentissage par l'action (où l'élève assimile un savoir-faire, par exemple à l'occasion d'un stage en entreprise) ; et l'apprentissage par l'exploration (où l'élève doit se documenter et découvrir de nouveaux champs). » Selon le chercheur, « *c'est dans ce dernier apprentissage que les NTIC ont un rôle essentiel à jouer* »<sup>21</sup>. Est-ce tout ce qu'on peut attendre d'elles ?

Certainement pas. Les NTIC abattent les barrières : l'enfant peut côtoyer d'autres cultures parce que les réseaux couvrent l'ensemble de la planète, et le temps disparaît car le réseau ne ferme jamais ses portes. Même les frontières qui séparent les disciplines s'évanouissent : dans un projet multimédia, l'élève fait, simultanément, du français, du dessin, de l'informatique, etc.

C'est une profonde transformation pour l'école... mais, « *La classe - en tant que groupe - demeurera, car les échanges entre élèves sont au centre du système éducatif* », explique François Jarraud<sup>22</sup>, professeur d'histoire-géographie et membre du bureau national de l'association Enseignement public et informatique (EPI). Bien gérée, l'informatique est un vecteur de communication entre les élèves, qui s'entraident - nombre d'études l'ont prouvée. Enfin, « *les NTIC apprennent à l'enfant à s'auto corriger et à s'auto former. Elles favorisent donc l'autonomie* », dit encore Rachel Cohen.

Mais il n'y a pas que des perspectives positives. D'abord, parce que les NTIC ne sont que des outils. Si le professorat n'a pas la volonté de moderniser son enseignement, les nouvelles technologies ne changeront rien. Ensuite, et surtout, parce que les NTIC peuvent devenir un instrument de sélection sociale. Notamment, si tous les enfants n'y ont pas accès. Une élite, issue des milieux favorisés, se formera aux nouveaux outils et s'épanouira ; le reste de la société sera marginalisé. Ses chances d'intégration seront bien faibles...

De plus les nouvelles technologies ne s'implanteront dans les écoles que si le pouvoir politique le veut et le peut vraiment. Cette implantation des NTIC peut être également en butte aux effets négatifs et « collatéraux » d'une société régie par l'audiovisuel et les diktats de l'audimat qui engendrent une nouvelle d'analphabétisme : l'illettrisme.

### **A- Multimédia et illettrisme. L'illettrisme favorisé par les médias ? Une culture de l'exclusion**

La société contemporaine est celle de la communication et de l'information. De fait, les techniques informatiques et les industries culturelles tendent à dominer les structures sociales et économiques. Mais communication et diffusion culturelle s'effectuent aujourd'hui au moyen d'instruments qui n'exigent plus la lecture: téléphone, disque, radio, télévision, magnétophone, magnétoscope, etc. Sons et images triomphent, encourageant chez le citoyen l'enregistrement passif, l'atrophie des codes de la lecture, devenus inutiles. Ainsi se répand, chez ceux dont le milieu familial n'est pas vigilant, l'illettrisme, premier pas vers la marginalisation scolaire, culturelle et vers la détresse sociale.

Insensiblement, dans l'euphorie du tout-audiovisuel, apparaît ainsi une nouvelle race d'exclus. Ivres de distractions et dépossédés des outils intellectuels de base, ils contemplent de loin une société qui, après les avoir amusés, les abandonne à leur indignité. Ces laissés-pour-compte du savoir et de la culture vivent dans le mépris d'eux-mêmes dans les soutes de la société. Écartés, dans les faits, de la démocratie, ils demeurent à la merci de toutes les manipulations politiques. Sont-ils victimes d'un système d'enseignement inadapté qui continue de produire, en toute bonne conscience, de l'échec scolaire? Ce n'est sans doute pas si simple.

Certes, l'enseignement, dans la plupart des pays développés, n'est pas parvenu à inculquer à l'ensemble des élèves la maîtrise d'une pratique culturelle fondamentale, la lecture. Et l'on constate que les collégiens, dans leur grande majorité, ne savent pas lire, ou lisent mal, ou si laborieusement qu'ils ne tirent pratiquement aucun profit de ce qu'ils lisent.

Mais comment l'école pourrait-elle promouvoir la lecture dans une société où le livre a perdu son attrait et où presque plus personne ne lit? Une société où 75 % des enfants de sept à treize ans passent environ 1000 heures devant la télévision chaque année et seulement 800 en classe; et où plus d'un Français sur quatre ne lit pas un seul livre par an.<sup>23</sup>

Ces modernes analphabètes appartiennent, pour l'essentiel, aux catégories sociales les plus démunies. Aux États-Unis, ils se recrutent massivement parmi les Noirs et les Hispaniques; en France, la deuxième génération immigrée et les victimes de la grande pauvreté fournissent les gros bataillons d'illettrés<sup>24</sup>. Est-ce un hasard si ceux-ci cumulent pauvreté matérielle et pauvreté culturelle?

Dès les années 60, les plus éminents sociologues de l'éducation avaient mis en évidence l'étroite relation qui existe entre la réussite scolaire et le milieu socio-économique; ils ont dénoncé l'injustice sociale subie par les groupes défavorisés du



fait de l'échec scolaire<sup>25</sup>. Aujourd'hui, le phénomène de l'illettrisme confirme que les enfants issus de familles modestes ont- en moyenne - moins de chances d'atteindre un niveau d'instruction élevé. Or on sait que ceux qui possèdent un faible niveau d'instruction ont moins de chances de parvenir à un statut social convenable.

Aux États-Unis, la situation est encore plus grave: entre 17 et 21 millions d'adultes sont « fonctionnellement analphabètes », et le National Assessment of Education Progress constate que la moitié des jeunes sortant du système scolaire - 39 millions en 1988 - ont du mal à lire et à écrire. Enfin, le secrétaire au travail, M. William Brock, a déclaré récemment qu'il était « honteux de continuer à donner à des centaines de milliers de jeunes des diplômés qu'ils ne peuvent même pas lire. »<sup>26</sup>

Le savoir apparaît donc en expansion au sein des sociétés, cependant, en matière de culture les choses sont toujours complexes, et le grand paradoxe dans un monde fortement alphabétisé est que le nombre d'analphabètes n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui; il atteint le chiffre scandaleux de 880 millions, et concerne principalement le tiers-monde. Mais pas seulement, car à la faveur de la crise les pays développés ont vu apparaître chez eux aussi de vastes poches d'inculture, en particulier de cette forme moderne d'analphabétisme qu'est l'illettrisme. Situation, on le sait, de ceux qui, ayant appris à peine à lire et à écrire, en ont perdu la pratique au point de ne plus pouvoir comprendre un texte simple et bref en rapport avec leur vie quotidienne.

Vivre sans l'écrit paraît inconcevable, car il occupe, dans la société contemporaine, une place prépondérante. Chaque citoyen, dans ses activités de tous les jours, recourt à l'écrit sous ses formes les plus diverses. Et pourtant, depuis quelques années, ils sont des millions à vivre dans l'illettrisme, et cette maladie culturelle tend à se répandre comme une épidémie.

L'utilisation des « S.M.S »<sup>27</sup> et autres « Texto » - apocopes modernes qui ravissent la place d'une belle lettre à l'écriture ciselée - par téléphonie mobile, écrits dans une graphie faisant appel à une phonétique des plus rudimentaires, tend à faire voler en éclats l'orthodoxie des orthographes. Ce nouveau mode de communication bouleverse les codes de lecture et de la sémantique traditionnels aggravant le phénomène de l'illettrisme.

## B- Les points de vue des spécialistes

En affirmant « *qu'Enseigner c'est résister* »<sup>28</sup>, Neil Postman refuse « *l'école complice de sa propre technicisation* ». S'il accorde que la technique domine notre environnement, il n'en voit que plus la nécessité d'un contrepois, de contre-modèles, de contre-valeurs, d'une contre-« culture de masse » - dont l'école offre traditionnellement la représentation. Éduquer, est-ce autre chose, en effet, que se dissocier des influences ambiantes, « *instaurer l'esprit critique* » ? Au nom de l'égalité des chances, on objectera peut-être que l'éducation classique privilégie abusivement la culture écrite et avantage donc les enfants des élites. L'introduction de la technologie est souvent invoquée au profit des classes défavorisées. D'une part, les nouveaux moyens techniques passent pour plus accessibles, plus motivants, plus stimulants, plus ludiques.

D'autre part, la rationalisation de la pédagogie correspond au vœu déjà ancien de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron<sup>29</sup>:

« *Que l'on élargisse le domaine de ce qui peut être rationnellement et techniquement acquis par un apprentissage méthodique aux dépens de ce qui est abandonné aux hasards des talents individuels* » (*Les Héritiers*, 1964).

Cependant, aucune conclusion décisive ne ressort des expériences menées jusqu'au début des années quatre-vingt. Certains matériels se sont révélés particulièrement lourds à l'usage, difficiles à adapter aux cas particuliers et la technologie a perdu une part de son prestige.

Non seulement les inégalités sociales, mais encore les inégalités naturelles paraissent corrigibles par la technologie. Qui n'approuverait le rapport *Sciences de la vie et société*<sup>30</sup> quand il encourage « la diversité des aptitudes » ? « Plutôt que de toujours reproduire à l'identique un nombre limité de types sociaux, et par là même laisser un rebut important, l'école devrait être le lieu où s'apprend la diversité et se cultive la différence »<sup>31</sup>. Mais comment ajuster la sélection naturelle et la sélection sociale, les capacités et les besoins ? A-t-on l'assurance de leur harmonie préétablie ? Le plus large consensus est acquis pour faire idéalement de l'école le seul lieu de passage entre nature et société, au risque d'une définition « sociologique » réductrice de la culture, et de l'occultation des problèmes posés par la nécessité sociale de sélectionner, problèmes qui exigent des choix politiques.

Une raison certaine d'introduire la technologie dans l'enseignement reste, en tout cas, la perception nouvelle d'une société en mutation perpétuelle. « *Les travailleurs de l'avenir devront changer plusieurs fois d'emplois, s'adapter à des modifications profondes de leur situation et disposer d'une formation rapide aux nouvelles techniques* »<sup>32</sup>. La technologie s'impose au double titre de la rationalisation et de la technicisation de l'enseignement.

Cependant, la formation continue n'a pas la charge de l'orientation de ses élèves, mais seulement de leur information ; de même, l'usage de l'enseignement audiovisuel dans certains pays du Tiers-monde qui ne disposent habituellement ni des maîtres ni de la télévision diffère sensiblement de la conjoncture étudiée. Par ailleurs, l'éducation permanente met directement en cause le monopole éducatif de l'institution scolaire ; elle repose ainsi, à sa façon, la question des relations entre école et société<sup>33</sup>. À concevoir la culture comme facteur stabilisant, conservateur, et la technique comme facteur dynamisant, transformateur, on s'enferme dans un dilemme sans issue. Aucun discours sur la technique ne peut dispenser d'un effort proprement culturel ; aucune éducation ne saurait se couper de son époque. Cette double évidence ne clôt aucun débat. Elle n'est, au contraire, « *qu'un préliminaire aux recherches et aux procédures de décision* ».<sup>34</sup>

### **C - Les NTIC, un outil d'enrichissement et une chance pour les pays du Sud de rompre leur isolement**

Les atouts que nous apportent ces technologies sont sans précédent et elles représentent dans notre vie privée aussi bien que dans notre vie professionnelle ou publique, une source potentielle inépuisable d'enrichissement pour l'esprit. L'imagination créatrice et l'initiative de chacun peuvent en être largement stimulées.

Guidée à travers les multiples voies entre lesquelles l'ordinateur bien programmé fait logiquement son chemin, la pensée découvre le champ de l'aléatoire, source de libre arbitre. La simulation sur ordinateur donne une souplesse toute nouvelle aux possibilités pédagogiques, pourvu qu'elle prépare à une connaissance ouverte, complexe et transdisciplinaire, terrain de l'échange interculturel.

Si la progression du réseau Internet est spectaculaire au Nord, elle l'est encore davantage dans le Sud. Malgré les immenses difficultés, dues notamment au nombre réduit de lignes téléphoniques, les pays en voie de développement cherchent à se saisir de ces nouvelles technologies pour rompre leur isolement, notamment en matière scientifique, et que les chercheurs puissent jouer, dans son extension, le même rôle décisif qu'aux Etats-Unis ou en Europe.

Presque tous les pays sont concernés, à l'exception d'une petite minorité, en majorité africains, qui demeurent totalement à l'écart<sup>35</sup>. Les dernières statistiques publiées par Internet Society<sup>36</sup> montrent que le taux de progression est nettement plus élevé au Sud qu'au Nord, notamment en Afrique. Alors que ce taux fléchit en Amérique du Nord, une nouvelle vague de pays font leurs premiers pas dans le réseau des réseaux. Il s'agit essentiellement de pays à revenu intermédiaire ou émergents d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

Pour encourageants que soient ces chiffres, ils ne doivent pas faire oublier le vertigineux décalage entre le Nord et le Sud en matière d'équipement et notamment du nombre de machines installées. Cet écart trouve en partie son origine dans les niveaux de développement, ce qui n'altère nullement la volonté des pays du Sud de s'approprier les technologies des autoroutes de l'information. Elle entraîne un usage intensif des moyens existants que ne reflètent pas les chiffres bruts. Chaque accès à Internet devient une ressource précieuse. À Tunis ou à Lima, toutes les machines reliées au réseau sont utilisées. De plus, le moindre ordinateur personnel héberge des dizaines de boîtes aux lettres que les utilisateurs viendront consulter successivement.

L'Afrique n'est pas exclue du cyberspace, si l'on en croit l'état d'avancement des projets et le succès rencontré par les inforoutes dans les milieux universitaires, culturels et même économiques. Malgré des infrastructures de télécommunication peu développées (le nombre de téléphones est généralement inférieur à un pour cent habitants), plusieurs projets engagés dès le début des années 90 - portés notamment par les établissements de coopération scientifique telle que l'Orstom en France<sup>37</sup> et des organisations non gouvernementales telle que Greenet au Royaume-Uni - ont permis à des pays parmi les moins avancés de faire leurs premiers pas sur le réseau. Au total ce sont plusieurs centaines d'organismes, notamment universitaires, qui en bénéficient.

Cette association de l'Afrique au cyberspace reste cependant bien modeste, comparée aux volumes d'échanges de l'empire triadique, et les services sont généralement réduits à l'échange de courrier électronique. Les coûts des télécommunications y sont trop élevés pour que les usages puissent se généraliser, même au sein de la communauté restreinte des chercheurs et universitaires. Problème classique du sous-développement, la faible densité des utilisateurs ne permet pas d'exploiter,

comme au Nord, des « liaisons spécialisées » à coût forfaitaire qui permettraient précisément d'enclencher un effet d'entraînement, entre industrie, économie, besoins et recherche universitaire (fondamentale et appliquée) . Les technologies d'Internet rendent cependant possible à des établissements partageant une unique ligne téléphonique entre cinquante enseignants et chercheurs et dix administratifs d'ouvrir à chacun une boîte aux lettres électronique. Cette dernière leur permettra de rester en contact étroit avec la communauté scientifique internationale. Ainsi disparaît peu à peu le pouvoir dont usaient certaines hiérarchies de distribuer des « faveurs » à travers l'accès au téléphone ou à la télécopie.

La diffusion des technologies des inforoutes dans les milieux de l'enseignement supérieur et de recherche dans les pays du Sud pourrait être un des palliatifs, même s'il ne s'agit pas d'un remède miracle ou d'un raccourci sur la voie du développement, mais d'une possibilité réelle de circonvier à la fuite des cerveaux.

Dans des pays où il n'y a ni bibliothèque universitaire opulente, ni centre de documentation étoffée - en dehors des agences culturelles ou scientifiques étrangères -, Internet transformerait radicalement les conditions de travail des chercheurs. Pour la première fois, dans les pays les plus pauvres, les moins avancés technologiquement, il serait possible d'accéder à toute la richesse informationnelle des centres de recherche et des universités les plus avancées du Nord. Il ne s'agit pas simplement de consulter des banques documentaires ou des encyclopédies, ni de visiter les musées virtuels. Internet est, de plus en plus, un moyen privilégié, voire exclusif, pour accéder à la production scientifique courante: thèses et rapports de recherche dans leurs versions intégrales, programmes de recherche des laboratoires, composition des équipes et adresse électronique de leurs membres.

Ici, se dessine un deuxième enjeu. Dans un monde scientifique interconnecté, ceux qui resteront à l'écart risquent de passer de la marginalité à l'exclusion totale. Internet porte en germe la possibilité pour le Sud d'avoir accès aux sources d'information dans les mêmes conditions que le Nord. Plus immédiatement, sans gommer les frontières de la marginalisation, de nouvelles pratiques de communication peuvent en modifier les contours. Il serait présomptueux de prédire les effets qu'auront la mise en relation directe de chercheurs du Nord et du Sud, ou leur participation conjointe à des débats internationaux. Tout comme il serait stérile d'en nier *a priori* l'impact.

Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions. Aux États-Unis, le développement de réseaux informatiques interuniversitaire a commencé à la fin des années 70, il a fallu encore dix ans pour que des outils d'une grande simplicité apparaissent (notamment la « Toile » et le courrier électronique) et que son usage se généralise. Certains voudraient faire croire que, moyennant la mise à disposition de liaisons internationales à haut débit, fournies par des satellites ou des câbles sous-marins, l'Afrique se brancherait rapidement sur le cyberspace. La logique du « parachutage » technologique qui sous-tend cette approche n'a jamais permis de réel développement sans réelle maîtrise de la technologie, de la formation de compétences humaines et de possibilités financières conséquentes.

Les universités africaines éprouvent déjà des sérieuses difficultés à régler leurs factures téléphoniques courantes. Elles n'ont donc pas les moyens de se payer les lignes internationales de transfert de données. Le cofinancement de ces liaisons, proposé ou mis en pratique par divers organismes, ne sera un atout pour le développement que s'il s'insère dans un dispositif plus large. En effet, l'objectif visé à travers Internet ne saurait se résumer à l'ouverture de « kiosques multimédias », c'est-à-dire de services d'informations en ligne où les utilisateurs sont cantonnés au rôle de consommateurs de services télématiques. Les solutions proposées au plan national et régional souffrent des mêmes limitations. Il est donc plus que temps de se demander à qui peuvent profiter les « backbones »<sup>38</sup> et autres infoports si, sur place, les établissements scientifiques n'ont ni les compétences ni les équipements pour s'y raccorder?

En effet, les ramifications locales sont à la base de toute mise en réseau. Aux États-Unis comme en Europe, les réseaux informatiques de la recherche ont avant tout démarré par l'association de réseaux de campus où les utilisateurs étaient à la fois consommateurs et producteurs d'informations. Guère plus qu'au Nord, les pays du Sud ne pourront faire l'économie de la constitution de réseaux locaux, irriguant et développant leurs réseaux de compétences. Car, bien au-delà de l'accès à l'information, l'enjeu majeur est la production des données et la maîtrise des contenus. À quoi bon « booster » la circulation de l'information si cela ne fait qu'amplifier une situation où l'essentiel de la production scientifique réalisée en Afrique est publiée en Europe ou aux États-Unis, qu'il s'agisse de revues scientifiques ou de données recueillies sur le terrain. La reconquête des contenus est une étape indispensable pour que la communauté scientifique africaine s'affirme et définisse ses propres objectifs. Les technologies d'Internet peuvent y contribuer en offrant de larges capacités de diffusion pour un investissement minimum. Leur impact sera d'autant plus important si ce combat pour la maîtrise des contenus se place à la marge de l'information marchandisée, hors de portée des grands groupes multimédias de l'édition scientifique.

La mise en place de réseaux associatifs exige cependant un réel transfert de technologie. C'est-à-dire un développement plus long et moins spectaculaire qu'une démonstration de navigation multimédia interactive à Dakar ou à Cotonou. Il ne repose pas sur la vente de solutions « clés en main » mais sur des collaborations à long terme entre organismes du Nord et du Sud, et entre établissements du Sud<sup>39</sup>. Mais comment convaincre les agences de coopération internationales (et les gouvernants des états concernés), qu'Internet n'est une chance pour le Sud qu'à condition de faire naître dans ces pays un potentiel technologique et scientifique qui permettra d'en tirer profit? Comment convaincre les bénéficiaires que les installations les plus performantes ne bénéficieront à leur pays que dans la mesure où elles s'intégreront dans un environnement scientifique préparé à les accueillir ?

Dans plusieurs pays africains, des opérateurs commerciaux appuyés par des groupes internationaux (British Telecom au Ghana, Compuserve en Gambie) tentent de mettre en place des kiosques dont les premiers bénéficiaires - clients - sont les multinationales. Il est certain que l'offre de nouveaux services fiables et bon marché de télécommunication internationale ne peut que favoriser les

relations commerciales entre le Nord et le Sud, sans pour autant modifier les termes de l'échange. Mais il est à craindre qu'une telle démarche ne limite les bénéfices des nouvelles technologies à la clientèle solvable. Or celle-ci, notamment dans les pays économiquement les moins avancés, est souvent étrangère ou exogène. « *Cette politique, si elle n'est pas associée à une action plus volontariste vers les secteurs non commerciaux, notamment en terme de formation, a une faible probabilité de combler le fossé tant redouté, entre ceux qui sont et ceux qui ne sont pas dans la société de l'information* ». <sup>40</sup>

En Afrique de telles potentialités existent dans la plupart des pays. Plusieurs réunions se sont tenues à Dakar sous l'impulsion de l'Ecole d'ingénieurs (ENSP), de l'université et de l'Orstom, pour coordonner les initiatives techniques. L'école polytechnique de Yaoundé - qui s'est illustrée dans la création d'une pépinière d'entreprises de haute technologie -, tente de fédérer des initiatives tant francophones qu'anglophones (Healthnet, Greenet). En 1994, cinquante et un chercheurs et enseignants-chercheurs africains provenant de seize pays se sont engagés à favoriser le développement d'Internet, notamment par l'inscription d'une formation théorique et pratique aux nouveaux outils de la communication dans les programmes des filières dont ils ont la responsabilité <sup>41</sup>.

Longtemps technologie universitaire à usage non commercial, Internet est devenu un marché prometteur. Malgré leurs faibles revenus, les pays en voie de développement regroupent une clientèle pour les multinationales de l'informatique et des télécommunications. Les pays intégrant le plus tardivement ou le plus lentement le réseau mondial ne vont pas manquer d'être sollicités pour s'équiper des systèmes les plus modernes, voire des plus chers. Internet commercial risque fort de s'y développer avant le réseau « recherche-éducation » sur la stricte base de l'importation de technologies étrangères. C'est-à-dire dans des conditions chronologiques inverses de celles qui ont prévalu au Nord. Les universités n'auront pas encore formé les ingénieurs et les chercheurs capables de prendre en charge le réseau. Souvent, elles éprouveront des difficultés à se raccorder à un service trop cher. Dans ces conditions, il est à craindre que les résultats ne soient, eux aussi, inversés. Au lieu de relancer les sciences et techniques, l'arrivée d'Internet provoquerait une nouvelle dépendance durable vis-à-vis des pays maîtres de la technologie.

#### **D - L'échange interculturel et la littérature. À la recherche d'esthétiques plurielles**

Les NTIC sont et seront un formidable outil à même de montrer au monde sa diversité et sa richesse culturelle, loin des clichés figés dans un ethnocentrisme européen en particulier et occidental en général.

Dans un monde devenu trop complexe et où les étalons de mesure de cette complexité se sont multipliés, entrecroisés, les outils d'élucidation, de proposition et d'approfondissement manquent se bornant à une lecture superficielle des autres cultures. Le regard subjectif remplace l'indispensable analyse par le cliché et la caricature. Au lieu de réduire, de circonvirer il faut au contraire, se projeter à travers une prospective nouvelle. L'échange interculturel doit être à l'échelle des défis de notre temps, il doit dépasser le cadre étroit de l'état, et des nations et se situer au niveau des enjeux planétaires qui à terme modèleront

l'individu et la place qui lui échoira dans une des sociétés à venir, et qui restent à définir. « *L'avenir n'est écrit nulle part* » dit Amin Maalouf <sup>42</sup>.

Ces enjeux placent l'homme de raison devant des dilemmes nouveaux que l'on formulera en ces termes : Faut-il défendre un universalisme culturel ? Auquel cas, ne risque-t-on pas de s'identifier aux pays dominants de l'heure et de perdre sa spécificité et sa différence qui sont une source d'enrichissement ? Faut-il au contraire justifier les dérives qu'induisent les quêtes identitaires et culturelles à travers le monde au nom de l'authenticité et de la spécificité ? Mais alors ne risque-t-on pas de cautionner des totalitarismes et des intégrismes qui en appellent à des idéologies et des croyances rétrogrades, terreaux de l'exclusion ? Faut-il renoncer aux récentes mutations technologiques et à la puissance quelles permettent ? Le pourrait-on d'ailleurs ? Faut-il au contraire les laisser se déployer sans contrôle, mues par une logique de marché ultra-libéral, et menacer l'individu, ses libertés individuelles de citoyen, sa culture, son identité, son existence même ?

C'est parce que de telles questions se sont multipliées dans tous les domaines de l'activité de l'homme et restent pour l'heure sans réponses, que le monde est si complexe, et le dialogue des cultures, nécessaire. Les causes profondes des crises qui secouent le monde à l'orée du troisième millénaire, ne sont pas à chercher au niveau de l'individu, mais bien au niveau des interactions sociales, économiques, idéologiques et géopolitiques, avec comme corollaires la crise du sens, la crise des valeurs, l'absence d'éthique, l'inégalité, la pauvreté, l'ostracisme voire la purification ethnique.

Dans la mesure où il n'existe pas de culture, pas plus que d'identité « aryennes », le jeu des réceptions croisées doit rester ouvert et nécessaire pour une meilleure appréhension positive de l'autre. Les individus doivent admettre que leurs valeurs soient retravaillées par d'autres individus, dans d'autres sociétés, pour une meilleure compréhension synonyme de paix, à travers l'échange. Fluidité, échange, syncrétisme, réinventions et tolérance doivent être les axes de cultures recomposées, symbiose de la culture autochtone et de la culture consentie. Sans nuire à la multiplicité des trajectoires individuelles, culturelles qui peuvent se croiser, s'enrichir, s'influencer sans pour autant se confondre. C'est l'idée force de l'auteur et historien Marc Bloch qui dit que « *Les hommes sont plus les fils de leur temps que de leurs pères* »<sup>43</sup>.

Sans défendre une construction instrumentale de la culture par le biais des NTIC, il serait utile de rappeler que les cultures sont toujours construites en fonction d'un présent, en des mouvements dynamiques qui les modèlent et les remodelent, car aucune culture n'échappe aux phénomènes d'osmose et de confrontation qui contraignent à des degrés divers au métissage et aux réinterprétations dans le sens de l'ouverture, de l'échange ou du repli sur soi.

Ces transformations ne sont pas uniquement le produit de mutations souvent erratiques des sociétés, mais également le produit de la mondialisation. La dislocation des groupes sociaux, l'émasculatation des cultures d'appartenances provoquent les interrogations sur le devenir des individus, la sécularisation des comportements, souvent imposée par des systèmes aliénants déclenche l'inquiétude éthique, le besoin de sacralité et l'appel au religieux comme valeurs refuges.

Le processus de mondialisation est profondément contradictoire et paradoxal. En unifiant, ce processus divise ; en intégrant, il exclut ; en désacralisant, il reconfectionnalise ; et en mondialisant, il renationalise. D'où la difficulté de cerner cette notion de dialogue interculturel. Cependant, la prise de conscience de soi et la nécessité de l'interculturalité, ou du multiculturalisme vécu comme un enrichissement, - (les différences culturelles reflétant la diversité humaine sont le meilleur rempart contre l'hégémonie culturelle du moment) - sont déjà patents dans les littératures post-coloniales.

Dans *L'Orientalisme*<sup>44</sup>, le critique américain d'origine palestinienne Edward Saïd analyse la manière dont les peintres et les écrivains européens, depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, ont eu tendance à projeter un regard empreint d'exotisme sur les cultures du Maghreb, du Proche et de l'Extrême-Orient. Selon lui, l'orientalisme d'un Flaubert ou d'un Loti est une manière de réifier l'autre, qui devient objet de curiosité et de jouissance perverse. L'Occident crée ainsi une entité appelée « Orient » afin de mieux en prendre possession. L'orientaliste parle à la place de l'autre au lieu de lui céder la parole. Une telle approche présuppose une division du monde en deux, selon un système d'oppositions telles que colonisateur/colonisé, Occident/Orient, civilisé/primitif, bien/mal. L'étranger s'en trouve infériorisé. De telles analyses s'appliquent largement au domaine postcolonial, amplifiées de nos jours par la toute puissance des médias.<sup>45</sup>

Préfigurant Edward Saïd dans sa critique, Chinua Achebe<sup>46</sup> réagit contre l'image de l'Afrique implicite dans *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad (1989). Albert Wendt<sup>47</sup> dénonce le mythe des mers du Sud popularisé par les tableaux de Gauguin et les récits des voyageurs européens. Les Africains ne se réduisent pas à des images de cannibales aux instincts obscurs, pas plus que les Polynésiennes ne sont de simples objets sexuels pour Occidentaux en mal de paradis tropical. Comme l'écrit Wendt dans son poème *There Are no Islands in the Sun* (1976), « *Il n'y a pas d'îles au soleil/ Rien qu'un garçon au regard fermé qui demande : « M'sieur, vous avez pas dix balles ? »* »

La grille binaire postcoloniale implicite dans *The Empire Writes Back*<sup>48</sup> fait elle-même l'objet de critiques ; appliquée mécaniquement, elle conduit à placer sur un même plan l'Australien d'origine européenne, qui servit jadis de relais à l'impérialisme, et l'Aborigène, qui fut doublement colonisé. Elle masque les différences fondamentales entre ce que l'on a appelé le « vieux » et le « nouveau » Commonwealth, entre les colonies de peuplement que furent le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande et la plupart des pays de la Caraïbe, d'Afrique, d'Asie australe et du Pacifique Sud.

En marge des oppositions binaires, certains écrivains postcoloniaux tentent d'élaborer des esthétiques novatrices. Parfois la confrontation s'impose encore pour des raisons historiques : ainsi, en Nouvelle-Zélande, les romanciers maoris Witi Ihimaera<sup>49</sup>, l'auteur de *Tangi* (1973), et Patricia Grace<sup>50</sup> s'élèvent-ils contre une utilisation perverse du terme « multiculturalisme » qui vise, selon eux, à masquer dans les discours officiels la perpétuation d'un système à deux vitesses. Ils prônent le biculturalisme, qui officialise l'usage des deux langues, dans le but de prévenir la disparition complète de la culture maorie menacée par une politique d'assimilation.



Une situation complexe née du passé esclavagiste conduit les écrivains caraïbes vers des horizons plus divers. Dans *Masks* (1968), le poète barbadien E. K. Brathwaite<sup>51</sup> explore les voies du retour à l'Afrique, recourant à un rythme syncopé inspiré par le jazz et les percussions. En tant que poète, Derek Walcott<sup>52</sup> se voit placé devant un choix schizophrénique : lui dont certains ancêtres étaient des négriers et d'autres des esclaves refuse d'occulter la moindre part de son héritage, et ne recule pas devant le paradoxe qui consiste à rendre hommage aux grandeurs et aux faiblesses des deux. Admirateur des artistes de la Renaissance, des poètes métaphysiques, des impressionnistes, de Gauguin et de Cézanne, il engage un dialogue entre cette part de sa culture et le carnaval, les contes et l'oralité populaires de son île natale.

Parallèlement à la démarche qu'Édouard Glissant<sup>53</sup> entreprend dans son *Discours antillais*, il y a la prise de position d'un Jean-Marie Tjibaou qui affirmait :

« Si je peux aujourd'hui partager avec un non-Kanak de ce pays (La Nouvelle Calédonie) ce que je possède de culture française, il (un caldoche) ne lui serait pas impossible de partager avec moi la part d'universel contenue dans ma culture (mélanésienne) ».

Cette phrase toute simple, cette pensée exigeante qui prend par surprise des Européens trop habitués à revendiquer le monopole de l'universel, sont bien dans la manière de Jean-Marie Tjibaou (1936-1989), d'homme d'Etat océanien, tard venu à la politique via la prêtrise et l'anthropologie, signe que des passerelles, des ponts peuvent exister entre les cultures et les hommes de bonne volonté, porteurs de diversité culturelle.

Tahar Ben Jelloun, originaire de Fès (ville dont son œuvre explore la topographie mythique), ses influences - Baudelaire, Rimbaud, la poésie surréaliste, mais aussi Nietzsche et le poète turc Nazim Hikmet - le placent d'emblée à la croisée de deux cultures, orientale et occidentale, faisant de lui un passeur de cultures entre les deux rives de la Méditerranée. Sans renier sa culture d'origine ni les traditions de son pays, Tahar Ben Jelloun se considère comme un écrivain contemporain, doté d'une réflexion moderne sur la littérature. Son style est à cette image, imprégné de métaphores, d'un imaginaire et d'un caractère d'oralité tout orientaux mais résonnant d'une recherche permanente sur l'écriture, et sur les thèmes de la mémoire, de l'oubli et de l'identité culturelle.

Si l'œuvre d'Albert Memmi vise à approfondir et à théoriser les notions d'identité, d'aliénation, de dépendance, de culture c'est parce qu'il les a d'abord rencontrées en réfléchissant sur lui-même et sur sa situation au monde. Né à Tunis à l'époque coloniale, dans une famille juive de langue maternelle arabe, formé à l'école et dans la culture françaises, Albert Memmi s'est trouvé au point de rencontre de toutes ces déterminations hétérogènes qui façonnent l'identité maghrébine moderne. Son premier roman, *La Statue de sel* (1953), raconte la découverte de sa différence et de son exclusion. Rompant peu à peu avec l'Orient natal, mais mal accepté par un Occident lui-même peu respectueux de ses propres valeurs. L'interrogation sur l'identité se prolonge dans un essai théorique, dans la mouvance de la pensée de Sartre qui en écrit la préface: *Portrait du colonisé précédé de Portrait du colonisateur* (1957), et la

systématise dans *L'Homme dominé* (1968) - où sont traités les cas du colonisé, du juif, du Noir, de la femme, du domestique - et dans *La Dépendance* (1979) ainsi que dans une synthèse sur *Le Racisme* (1982). Sa culture, à la croisée des mondes arabe, juif et français, permet sans doute à sa réflexion d'atteindre une portée universelle arc-boutée sur une dimension multiculturelle.

Ces auteurs et bien d'autres, qui sont reconnus aujourd'hui comme les classiques maghrébins partagent deux préoccupations et les ont traduites, différemment, dans leurs fictions : la description sensible de communautés méconnues ou mises à l'écart ; l'affirmation d'une humanité autre avec laquelle l'Occident doit désormais compter. Quant aux œuvres adaptées du patrimoine traditionnel, elles répondent à ce même souci d'affirmer une existence culturelle refusant toute marque d'étrangeté, mal qui guette toute société obsédée par son désir de recentrage sur une authenticité mythique et monolithique, facteur d'exclusion et de repli sur soi.

Wilson Harris, natif de Guyana, dénonce un binarisme qu'il juge trop réducteur. *Palace of the Peacock* (1960 ; *Le Palais du paon*, 1979), le premier d'une série de romans expérimentaux, à fort caractère poétique et visionnaire, illustre à travers sa thématique et ses stratégies d'écriture la nécessité de déconstruire les discours et représentations totalitaires. Harris refuse l'intolérance de l'impérialiste comme celle du colonisé, suggérant une troisième voie qui prenne en compte les cultures occultées, notamment la tradition amérindienne, mais qui surtout privilégie la recherche de liens inavoués, de complémentarité ou de compassion, entre les peuples.

Au carrefour du politique, de l'ethnologique et des grands courants littéraires, la création littéraire postcoloniale anglophone ou francophone, qui s'est constituée sur les marges, est en passe d'occuper un rôle central dans un paysage où les arts ne connaissent plus de frontières, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Parce qu'elles éclairent sous un jour nouveau le débat entre mondialistes et nationalistes, entre centre et périphérie, entre cultures dominantes et cultures minoritaires, les littératures postcoloniales offrent un moyen d'accès incomparable pour explorer les profondes mutations qu'a connues notre planète depuis la Seconde Guerre mondiale, et favoriser le dialogue interculturel.

Aujourd'hui, en ce temps de ruptures et de révolutions, la culture nourrie par la polyphonie littéraire du monde est, de toute évidence, une obligation, voire une nécessité. Comprendre le monde dans lequel nous vivons - ce monde qui se rétrécit et où se multiplient les relations de tous ordres - est devenu une exigence indispensable à la survie d'une pensée libre. La démocratie, plus que jamais, tient de la culture et à la culture. Et quand tout se décroïssonne, il faut aussi, volontairement, rompre les murs qui - à l'aide d'instruments nouveaux et des technologies modernes - peuvent renfermer les esprits d'un monde ancien.

La différence culturelle ne pose problème que lorsqu'elle est liée à d'autres discriminations, sociales, politiques ou raciales. Le multiculturalisme peut s'inscrire dans un progrès de la démocratie, et montrer que chaque culture produit des

significations à valeur universelle à partir d'expériences particulières. C'est la notion de *Diversalité* que prône Édouard Glissant dans son *Traité du Tout-Monde* (1997).

Vingt ans avant Internet, Arjun Appadurai disait :

« On a toujours pensé le monde à partir de catégories fixes, l'État, la famille, l'identité. Si on veut penser le monde moderne, il faut le penser en termes de flux. Flux d'informations, flux de personnes, flux de marchandises, d'idées, lesquels ne font que s'accélérer et bouleverser les catégories selon lesquelles on pensait le monde auparavant. »<sup>54</sup>

Le XXI<sup>ème</sup> siècle sera celui de l'imagination parce que chacun est appelé à vivre des superpositions d'identités, parfois contradictoires, parfois même douloureuses. Il faudra que chacun fabrique son histoire personnelle pour articuler cela, et il y a de fortes chances pour que la littérature soit plus à même de rendre compte de cette polyphonie que des essais théoriques. La littérature doit représenter un monde bouillonnant en pleine métamorphose. Ce qu'Édouard Glissant a appelé la littérature-monde, objet d'un manifeste signé par quarante écrivains comme Le Clézio ou Danny Laferrière...<sup>55</sup>

## Conclusion

Présenter la réalité et les conditions de l'interculturel comme projet de régulation harmonieuse de la communication entre porteurs de culture différente doit être le but des NTIC. Cette quintessence du progrès occidental se doit d'être appréhendé comme le vecteur d'un progrès discontinu, capable de pauses au lieu d'imposer ses impératifs en chaîne ; un progrès polycentrique empreint de diversité, parce qu'endogène, autonome et autocentré ; un progrès optionnel, qui élargit les possibilités au lieu d'imposer ses artefacts; le télex si utile ne doit pas tuer l'art et le goût d'écrire une lettre longuement mûrie ; un progrès sélectif, qui choisit ses priorités sur des critères de mieux-vivre collectif au lieu de s'en remettre au double diktat de l'hégémonie occidentale et du marché global.

À travers *Le petit prince*, poème tragique de l'innocence perdue, hymne à la fraternité et à l'amour du prochain, Saint-Exupéry riche de son expérience d'aviateur, met en garde :

« L'avion n'est pas un but, il est l'outil qui permet de découvrir le soubassement essentiel, l'assise de rocs, de sable et de sel où la vie quelquefois [...] se hasarde à fleurir, et permet à l'homme de connaître ses limites et de mieux cerner ce qui fait sa force [...] On n'a pas le droit de choir, seulement celui de s'élever. »

À l'instar de l'avion de Saint-Exupéry, les NTIC doivent rester un outil au service de l'humanité, inféodés à la création, à l'échange littéraire et artistique et non un moyen d'asservissement hégémonique à but mercantiliste.

## Notes

<sup>1</sup> Mythologie romaine, dieu des Portes et des Commencements, figure majeure du panthéon romain. Le nom de Janus est assimilable à un nom commun signifiant « passage ». Il est le dieu qui préside à toute espèce de transition d'un état à un autre.

Dans l'espace d'abord : il veille sur le seuil de la maison, protégeant le passage de l'intérieur à l'extérieur et inversement ; il préside au passage de la paix à la guerre et inversement, il assure enfin le passage du monde des hommes à celui des dieux.

Dans le temps ensuite : il est le dieu du matin ; on l'honore le premier jour du mois, aux calendes, et il a donné son nom au mois qui devait devenir le premier de l'année, januius (janvier). Il préside de même au passage à l'histoire, comme premier roi légendaire du Latium, ce qui a justifié son assimilation au Chaos des Grecs. Sa représentation iconographique traditionnelle résume ces deux aspects : les deux visages de la statue évoquent le présent comme transition du passé au futur et il est paré des emblèmes du portier, le bâton et la clé.

Dans l'être enfin : il veille sur la naissance comme passage du néant à la vie. En fait, si la notion de passage reste partout sensible, elle se confond parfois avec celle du commencement et de l'échange. D'où notre choix de cette divinité pour illustrer la nécessité des échanges et de la communication interculturels, pierre angulaire d'un nouvel humanisme, et d'un nouveau contrat social à l'échelle planétaire.

<sup>2</sup> Sur ces débats, lire notamment le Monde diplomatique de septembre 1975, mars 1978, février 1984, janvier, avril, octobre, décembre 1985, novembre 1987, octobre 1989. Les vues du Sud ont notamment été exposées dans le rapport de la commission indépendante présidée par Sean MacBride, *Voix multiples, un seul monde* (UNESCO, Paris, 1980) et un journaliste indien, D.R. Manenkar: *One Way, Free Flow, Neo-Colonialism via News Media*, Clarion Books, New-Delhi, 1978, et *Whose Freedom? Whose Order?* Clarion Books, 1981. Gallimard, Paris, 1991.

<sup>3</sup> Jacques Delcourt, « Marchandisation de la culture et nouveaux espaces culturels », revue *Contradictions*, n° 64, 1991, 2, avenue des Grenadiers, Bruxelles.

<sup>4</sup> Du nom des restaurants rapides Macdonald qui se sont implantés dans pratiquement tous les pays du monde.

<sup>5</sup> Arjun Appadurai, « Disjuncture and Difference in the global cultural economy », University of Minnesota Press, 1997, p.1-24, et in *La mondialisation de la culture*, Warnier Jean-pierre, Alger Casbah Editions, 1999, p.106.

<sup>6</sup> Zbigniew Brzezinski, *La Révolution technétronique*, Paris, Calmann-Lévy, 1971.

<sup>7</sup> *The Globalization of Market*, Harvard Business Review, juin, 1983.

<sup>8</sup> Ibidem.

<sup>9</sup> Arjun Appadurai, « Disjuncture and Difference in the global cultural economy », University of Minnesota Press, 1997, p.1-24, et in *La mondialisation de la culture*, Warnier Jean-pierre, Alger, Casbah Editions, 1999, p.106.

<sup>10</sup> *Rapport sur la communication dans le monde*, UNESCO, Paris, 1991.

<sup>11</sup> Calculs effectués à partir des tableaux de l'UNESCO, *Rapport*, op. cit.

<sup>12</sup> Serge Latouche, *L'Occidentalisation du monde*, La Découverte, Paris, 1989. Herbert Schiller, *Faut-il dire adieu à la souveraineté culturelle?* in *Le Monde diplomatique*, août 1989, *Vers une industrie culturelle supranationale*, in *Le Monde diplomatique*, février 1991.

<sup>13</sup> Jacques Delcourt, « Marchandisation de la culture et nouveaux espaces culturels », revue *Contradictions*, n° 64, 1991, 2, avenue des Grenadiers, Bruxelles.

<sup>14</sup> Michael Krepon, *Spying from Space*, Foreign Policy, n° 75, Washington, 1989.

<sup>15</sup> Paul Virilio, *La Bombe informatique*, Paris, Galilée, 1998.

<sup>16</sup> Alain Iribarne, « Pour une approche socioculturelle des technologies de l'information », *Transversales Science Culture*, n° 30, novembre-décembre 1994.

<sup>17</sup> Jean Malaurie, Ethnologue et écrivain français in *COURRIER de l'UNESCO*, Avril 1994.

<sup>18</sup> Jacques Delors, Président de la commission de la communauté européenne (1985-1995) in *COURRIER de l'UNESCO*, avril 1996.

<sup>19</sup> Rachel Cohen in *Science & Vie* N°973, octobre 98, p. 104.

<sup>20</sup> Ibidem.

<sup>21</sup> Ibidem.

<sup>22</sup> Ibidem.

<sup>23</sup> Jean-François Barbier-Bouvet, *L'Etat des lettres*, la Découverte, Paris, 1988.

<sup>24</sup> Jean-Pierre Velis, *La France illettrée*, Paris, Le Seuil, 1988.

<sup>25</sup> « L'illettrisme dans les pays industrialisés », in *Perspectives*, n° 62, UNESCO, Paris, 1987.

- <sup>26</sup> Jean-François Lae et Patrice Noriette, *Aspects de l'illettrisme tel qu'on en parle*, Paris, Orélie, 1985.
- <sup>27</sup> Short Message Service : petit message envoyé par courrier électronique.
- <sup>28</sup> Neil Postman, *Teaching as a Conserving Activity*, 1979 (*Enseigner c'est résister*, Préf. D. Hamelin et D.-J. Piveteau, trad. J. Chambert et D.-J. Piveteau, Paris, Centurion, 1981).
- <sup>29</sup> Pierre Bourdieu & Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les Étudiants et la culture*, coll. Le Sens Commun, éd. de Minuit, Paris, 1964 ; *Les Étudiants et leurs études*, Mouton, Paris-La Haye, 1964 ; *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, coll. Le Sens Commun, Minuit, Paris, 1971.
- <sup>30</sup> F. Gros, F. Jacob & P. Royer, *Sciences de la vie et société*, Document. Franç. Paris, 1979.
- <sup>31</sup> Ibidem.
- <sup>32</sup> G. Göttelmann, *Stratégies d'innovations technologiques et politiques éducatives en France*, en R.F.A. et au Royaume-Uni, U.N.E.S.C.O, Paris, 1989.
- <sup>33</sup> L. D'Hainaut, *Analyse et régulation des systèmes éducatifs. Un cadre conceptuel*, U.N.E.S.C.O., 1981 ; I. Illich, *Deschooling Society*, 4<sup>e</sup> éd., 1971 (*Une société sans école*, trad. G. Durand, Paris, Seuil, 1971).
- <sup>34</sup> J. Ardoino, *L'Imaginaire dans l'éducation permanente*, Gauthier-Villars, Paris, 1976.
- <sup>35</sup> Astrad Torrès, « Qui tirera profit des autoroutes de l'information? » André Postel-Vinay, « De la fibre optique au pouvoir politique », in *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.
- <sup>36</sup> *The National Information Infrastructure. Agenda for action*. The US Department of Commerce, septembre 1993.
- <sup>37</sup> L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUEPLF) s'est engagée à son tour dans Internet en ouvrant des points d'accès au réseau dans ses centres de documentations (centres SYFED). Chatelin et Waast, *l'Afrique scientifique*, Orstom-Edition, Paris, 1996.
- <sup>38</sup> Littéralement « épine dorsale », ce terme désigne les grandes artères d'interconnexion à Internet sur lesquelles peuvent reposer un grand nombre de ramifications locales. Plusieurs réunions se sont tenues en 1995 à Washington sur l'idée de la mise en place d'un « African backbone »...
- <sup>39</sup> Des établissements du Sud comme l'Irsit en Tunisie, ou l'association Red Cientifica Peruana ont une riche expérience qui gagnerait à être mieux connue en Afrique.
- <sup>40</sup> S'adressant en juillet 1995 à des responsables de plusieurs secteurs de la Banque mondiale et à des dirigeants de multinationales, M. Jean-François Rischard, vice-président pour les finances et le développement du secteur privé, chargé du programme InfoDev, terminait son discours en mettant l'accent sur « le risque d'exclusion de certains pays et de certains groupes parmi les plus pauvres et les plus vulnérables ».
- <sup>41</sup> Déclaration d'Ouagadougou, signée en août 1994, à l'occasion du Colloque africain de recherche en informatique organisé avec l'appui de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Inria), France, de l'Orstom, (France), de l'Université des Nations unies (UNU) et du ministère de la coopération française.
- <sup>42</sup> Amin Maalouf, « *Les identités meurtrières* », Paris, Grasset, 1998.
- <sup>43</sup> Marc Bloch, *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993.
- <sup>44</sup> Edward Saïd, *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1994.
- <sup>45</sup> Le phénomène « Rambo » au cinéma et les déclarations de G.W.Bush, empreintes de messianisme et de manichéisme après le 11.09.2001. L'axe du bien (occident), l'axe du mal (Sud).
- <sup>46</sup> B. Aschroft, *The Empire Writes Back*, London, Longman, 1989; *The Post-Colonial Studies Reader*, Routledge, Londres, 1995.
- <sup>47</sup> Ibidem.
- <sup>48</sup> Ibidem.
- <sup>49</sup> Ibidem.
- <sup>50</sup> Ibidem.
- <sup>51</sup> Ibidem.
- <sup>52</sup> Ibidem.
- <sup>53</sup> Jacqueline Bardolph, *Études post coloniales et littérature*, Paris, Champin, 2001.
- <sup>54</sup> Arjun Appadurai, « Après le colonialisme », Payot, 2001, in *Le Magazine Littéraire*, N° 475, mai 2008, p.16.
- <sup>55</sup> *Pour une littérature-monde*, manifeste paru dans *Le Monde* du 16 mars 2007. Voir aussi *Pour une littérature-monde*, sous la direction de Jean Rouaud et Michel LeBris, Gallimard.

## Bibliographie

- Bardolph, J. 2001. *Études post coloniales et littérature*. Paris : Champion,.
- Bloch, M. 1993. *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*. Paris, Armand Colin, 1993.
- Glissant, Éd. 1981. *Le Discours antillais*. Paris, Seuil.
- Glissant, Éd. 1997. *Le Traité du Tout-Monde*. Paris, Gallimard.
- Maalouf, A. 1998. *Les Identités Meurtrières*. Paris, Grasset.
- Malaurie, J. 1989. *Les Derniers Rois de Thulé*. Paris, Plon, coll. *Terre humaine*.
- Memmi A. 1953. *La statue de sel*. Paris, Corrèa.
- Memmi A. 1957. *Portrait du colonisé*. Paris, Corrèa.
- Memmi A. 2003. *Le nomade immobile*. Paris, Arléa.
- Latouche, S. 1989. *L'Occidentalisation du monde*. Paris, La Découverte.
- Saïd Ed. 1994. *L'Orientalisme, L'Orient crée par l'Occident*. Paris, Seuil.
- Warnier J.-P. 1999. *La mondialisation de la culture*. Alger, Casbah Editions.